

Recherches sociographiques



Camil GIRARD et Normand PERRON, *Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean*

Alfred Dubuc

Volume 32, numéro 2, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056616ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056616ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dubuc, A. (1991). Compte rendu de [Camil GIRARD et Normand PERRON, *Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean*]. *Recherches sociographiques*, 32(2), 269–274. <https://doi.org/10.7202/056616ar>

Toujours à partir d'événements médiatiques, l'auteur accroche au passage Télévision Quatre Saisons, « absurde création des bureaucrates du CRTC [qui] a poussé la vulgarisation décadente à de tels sommets qu'on peut parler sans crainte de triomphe de la vulgarité et de la petitesse », « les ayatollahs de l'indépendance », « les jeunes punks de la langue », « la cohorte de la CEQ unilinguiste qui se drape dans son contrat collectif pour refuser qu'on évalue la performance de ses membres » et « un petit groupe obtus d'anglophones menant un combat d'un autre âge ».

C'est la crainte de l'appel au désordre qui le pousse à mettre dans le même sac les Gilles Rhéaume, Hans Marotte et William Johnson, et qui le fait qualifier de « jardiniers de la haine » André Arthur et Gilles Proulx « qui parlent, la bouche écumante, des maudits Anglais et des drogués ».

Arrive le fatidique 21 novembre et Gil Courtemanche se rend aux urnes, la peur au ventre. La puissance des États-Unis est fondée sur « la suprématie absolue de l'acquisition matérielle et de l'enrichissement individuel ». Ces valeurs, toutes américaines, ne sont pas les nôtres. Pour jouer au marché commun avec cette puissance, il nous faudra tenter, nous aussi, d'accéder à cet « idéal moteur de l'épanouissement ». Justifiant par la peur cette obscène alliance, il vote contre le marché commun et donc, pour la première fois de sa vie, libéral : « Canadien par défaut, je vais voter pour le parti politique que je méprise le plus pour protéger ce qui reste d'un pays qui n'est pas vraiment le mien. » Vaut-il de se battre pour un costume ainsi imposé ? Peut-être pas, sans en avoir essayé quelques-uns, histoire de choisir une bonne fois pour toutes.

Jacques LARUE-LANGLAIS

*Département de communication,
Université du Québec à Montréal.*

Camil GIRARD et Normand PERRON, *Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 665 p. (« Les régions du Québec », 2.)

L'ouvrage est le deuxième, après *Histoire de la Gaspésie*, de la collection « Les régions du Québec » parrainée et dirigée par l'Institut québécois de recherche sur la culture. Fernand HARVEY indique, dans la préface, comment le livre répond aux objectifs de la collection qu'il dirige. L'avant-propos détaille la participation des nombreux collaborateurs à la recherche et à la préparation du document et donne crédit à Étienne TROESTLER d'avoir participé avec Perron à la rédaction du chapitre 1 et à Jean-Michel TREMBLAY à celle du chapitre 12 avec Girard. Les deux auteurs principaux ont écrit ensemble la conclusion, mais se sont partagés les autres chapitres, Girard rédigeant ceux consacrés aux Amérindiens, à la traite des fourrures, à la démographie et à l'économie industrielle ; Perron, ceux portant sur l'économie agricole, les institutions et la culture.

L'ouvrage se divise en quatre parties, suivant un découpage chronologique. La première porte sur la période allant des origines à 1840, sauf le chapitre 1 qui décrit le milieu physique et échappe ainsi à la chronologie de l'histoire humaine : elle couvre une longue période d'environ

350 ans, jetant un éclairage particulier sur les Amérindiens et la traite des fourrures. La deuxième partie (1840-1900) décrit le peuplement, les débuts de l'agriculture, l'exploitation forestière et les institutions. La suivante, «L'ère de la grande industrie, 1900-1930», décrit l'évolution de l'agriculture et de l'industrie forestière, les développements de l'hydroélectricité et de la production de l'aluminium, et le milieu social. La dernière partie (1930-1988) traite de l'agriculture, en insistant particulièrement sur le mouvement coopératif. Puis le chapitre 12 décrit l'industrie minière de la région Chibougamau-Chapais; le chapitre 13, l'ensemble des productions industrielles axées sur la grande entreprise; le chapitre 14, les institutions; le chapitre 15, la vie socioculturelle; et le chapitre 16, la politique et le développement régional.

L'introduction définit les trois objectifs qu'ont poursuivis les auteurs: le «principal», d'ordre scientifique, était de «donner à la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean une première synthèse de son histoire»; le deuxième, «d'ordre culturel et pédagogique», d'offrir à la population de la région la connaissance de son passé et la conscience de l'évolution de sa culture tout en fournissant un matériel pédagogique pour l'enseignement de cette histoire; enfin, de fournir des renseignements «utiles pour les gestionnaires régionaux ou extra-régionaux dans la réflexion et la prise de décision sur le développement régional». On ne peut s'empêcher de remarquer que le premier et le dernier révèlent une préoccupation tout autant pédagogique que le deuxième. Manifestement, les auteurs souhaitent que les leçons de l'histoire franchissent les murs de l'école!

Ces trois objectifs paraissent très régionalistes, ce qui ne pose pas trop de problèmes dans la mesure où leur poursuite n'empêche pas cette synthèse de s'intéresser tout autant à l'ensemble des Québécois (et à d'autres encore), de contribuer à faire prendre conscience que la culture québécoise tout entière s'enracine dans le Québec régional multiforme, et de démontrer que l'histoire de la province — cette historiographie renouvelée qui a cours aujourd'hui et que Girard et Perron maîtrisent bien — ne peut plus se dispenser de l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, pas plus que de celle des autres régions ou de Montréal. La connaissance des problèmes concrets de l'économie et de la société de cette région peut, non seulement inspirer les gestionnaires responsables immédiats, mais contribuer à la réfutation de théories, en vogue chez quelques économistes et dans certains milieux gouvernementaux, suivant lesquelles le développement du Québec ne peut se faire qu'à travers celui de Montréal, quelques supposés effets automatiques d'entraînement apportant la prospérité au reste de la province. Mais il me semble que les auteurs n'auraient pas dû se retenir de le proclamer. Ce qui va sans le dire va, en général, beaucoup mieux en le disant.

Le partage, dans chaque chapitre, entre les domaines économique, institutionnel, socio-culturel et politique évite l'écueil fréquent dans ce genre de présentation, celui d'une «singularisation» artificielle des champs de la vie sociale et de leur articulation boiteuse. Il subsiste, cependant, une différence importante entre les approches des deux auteurs: le domaine économique est traité sur l'étendue de son horizon, tandis que le socioculturel est davantage restreint à la dimension régionale. L'agriculture, l'industrie forestière et papetière et l'industrie de l'aluminium sont analysées dans toutes leurs ramifications: ensemble de leurs débouchés, origine de la technologie et des capitaux et, pour l'aluminium, lieux d'approvisionnement en matières premières. À l'opposé, la réalité socioculturelle nous est présentée à l'intérieur d'horizons plus étroits, ceux qui enferment la région.

Cette tendance régionaliste pose néanmoins problème dans la mesure où des événements extérieurs, quelle qu'en soit la dimension (provinciale, nationale, nord-américaine, mondiale), mais ayant des répercussions locales, risquent de ne pas entrer dans l'explication de l'évolution

régionale ou d'être carrément passés sous silence. Je donnerai pour seul exemple celui de l'étude du catholicisme dit « social ». M^{re} Eugène Lapointe reçoit tout le mérite qui lui revient dans l'organisation des premiers syndicats catholiques. On souligne qu'il a fait un séjour à Rome, mais aucune référence n'est faite à *Rerum novarum* comme pouvant être à l'origine du syndicalisme catholique, au début du XX^e siècle. De la même façon, on parle de l'établissement, en 1933, de l'Action catholique diocésaine, à l'initiative de M^{re} Charles Lamarche, évêque de Chicoutimi, sans dire un mot de *Ubi arcano*, la fameuse encyclique de Pie XI, proclamée en 1922, qui marquait un tournant majeur dans la pensée de l'Église sur le rôle dynamique attendu des laïcs et qui fut depuis l'inspiration de tous les mouvements d'action catholique dans le monde. Dans l'analyse de l'évolution du catholicisme durant les années 1960, aucune mention n'est faite de la Commission d'étude sur les laïcs et l'Église (commission Dumont), confiée à un laïc par les évêques du Québec, à laquelle nous devons, en plus d'une enquête approfondie sur la croyance (avec une étude sur la Grande mission de Chicoutimi et une autre sur la paroisse Sainte-Anne de Chicoutimi-Nord), une brève *Histoire de l'Église catholique au Québec* et une *Histoire de l'Action catholique au Canada français*. S'il est une institution dont le caractère universel et la direction centralisée à Rome sont incontestés, c'est bien l'Église catholique; il est déformant de focaliser l'analyse du catholicisme de la région trop exclusivement sur l'évêché de Chicoutimi.

Quant au découpage chronologique, il soulève une question majeure, celle de la signification qu'on doit attribuer aux années trente et à la première moitié des années quarante. Dans la mesure où une crise aussi profonde que celle de la Grande dépression et où une guerre aussi grave et aussi dévastatrice que la Seconde Guerre mondiale ne peuvent s'expliquer que par leur longue gestation durant les décennies antérieures, leur examen doit être rattaché à la période qui les précède plutôt qu'à celle qui leur succède. Des interrogations demeurent, qui nous tourmentent encore tous, de quelques lieux que nous soyons, et que l'histoire ne peut éluder: pourquoi la crise? pourquoi la guerre? pourquoi à ce moment-là de l'histoire? pourquoi une crise si profonde, si longue, tant généralisée, si grave dans ses effets? pourquoi une guerre si cruelle et si étendue? pourquoi les efforts pour sortir de la crise et pour éviter la guerre furent-ils vains? pourquoi la propagation du fascisme durant les années 1920 et 1930? pourquoi l'holocauste, la dévastation et la bombe atomique au cours des années 1940?

Certes l'histoire d'une région ne peut apporter de réponses à ces questions, mais elle ne peut escamoter la réalité de ces événements tels qu'ils y ont été vécus, ni éviter les références extrarégionales qui leur donnaient signification. Durant la Crise, des entreprises du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont fermé, d'autres ont ralenti leur production; les revenus ont baissé, le chômage et la misère se sont répandus, on a dû avoir recours au Secours direct; Chicoutimi fut l'une des villes du Québec les plus touchées: les municipalités de la région, comme celles de tout le Canada, ont reçu le fardeau de l'aide aux pauvres et aux chômeurs parce que les gouvernements provinciaux et le fédéral, tout en distribuant une part des fonds, étaient incapables de s'entendre entre eux et refusaient de se reconnaître toute responsabilité à l'égard du fléau. « Pendant la Crise, les gouvernements fédéral et provincial ainsi que les municipalités semblent collaborer davantage entre eux », affirment les auteurs. (P. 481.) Comme ailleurs en Amérique du Nord, des terres incultes furent distribuées aux confins de l'écoumène, que des familles, dans la pauvreté extrême, après y avoir trimé parfois pendant plus d'une génération, ont dû abandonner, toujours dans le même dénuement. Les auteurs imputent cette mesure au mouvement traditionnel de retour à la terre, alors qu'il s'agissait d'une politique avouée, liée à la décision d'interner les chômeurs célibataires dans les camps de travail, pour retirer les

chômeurs des villes, considérées comme des lieux d'agitation sociale et politique. Les tendances fascistes et racistes ont gagné des couches importantes de la population et les comportements des corps policiers en ont été fortement teintés; la crainte du communisme, hors de toute proportion avec la réalité, s'est infiltrée dans les strates supérieures de la société, la hiérarchie catholique, avec l'École sociale populaire des jésuites, menant un combat parfois douteux. L'article 98 du *Code criminel*, après avoir été largement appliqué par un appareil judiciaire complaisant, fut abrogé en 1935, pour être immédiatement remplacé, au Québec, quelques mois plus tard, par une réplique encore plus dure, la fameuse «Loi du cadenas».

La région fut-elle soustraite à l'application de la loi des mesures de guerre? à la suspension de l'exercice des droits et libertés de la personne? au gouvernement par décrets du Cabinet de guerre? à l'emprisonnement de Canadiens nés dans les pays de l'Axe? à l'abrogation du droit de grève et à l'interdiction de la hausse des salaires? à l'appel des volontaires pour l'armée et des femmes pour les usines? à la conscription et à la fuite des conscrits dans les forêts? au rationnement des denrées essentielles et au marché noir? L'explosion du nationalisme québécois par suite de la conscription n'a-t-elle eu aucun écho dans la région? Pourtant l'encerclement des usines d'Arvida par l'armée canadienne, qui fut plus qu'un épisode relevant de l'étude des relations de travail (p. 483s.), l'armement du territoire environnant de canons antiaériens, la construction de deux aérodromes militaires, le ciel sillonné tous les jours par les avions de chasse qui, de temps en temps, s'écrasaient, les exercices, tous les samedis midi, dans les villes, des sonneries d'alarme, les navires coulés par les sous-marins allemands dans le Saint-Laurent, du golfe jusqu'à la hauteur de Tadoussac, tout cela rappelait constamment qu'il y avait guerre quelque part, que ses effets s'étendaient aussi à la région et menaçaient d'être plus graves encore. Et que dire des travailleurs construisant le barrage de Shipshaw, ensevelis vivants dans les coulées de ciment ou qui sautaient avec les charges de dynamite parce que, supposément, l'urgence des besoins de guerre interdisait qu'on ne s'attarde à trop de précautions? Les auteurs ont intitulé la quatrième partie de leur ouvrage «À la recherche de la modernité: 1930 à nos jours». Non, les années trente et les premières années quarante n'ont pas constitué l'aurore d'une ère nouvelle, mais la ruine d'une époque qui prenait fin sur une suite de catastrophes. Expurger l'histoire de cette réalité et de toute sa signification risque d'entraîner, à l'encontre précisément des objectifs pédagogiques des auteurs, une conséquence grave, celle d'écarter le sens profond de cette époque de la conscience historique, ce sentiment de solidarité qui unit tous les humains entre eux, à travers les générations et par-delà leurs horizons immédiats. Nourrir ce sentiment ressort aussi de la pédagogie de l'histoire; plus que cela, il est la première raison de l'écriture même de l'histoire.

Il faut reconnaître que les auteurs ne sont peut-être pas totalement responsables de ce décapage. Des modèles qui ont cours aujourd'hui et qui présentent la même difficulté les ont probablement inspirés. Cela ne leur a pas rendu la tâche facile, car, d'une part, ils n'ont pu s'empêcher de traiter de la Crise, à l'intérieur de la troisième partie, dans leur analyse des années vingt et, d'autre part, d'en parler dans la quatrième comme d'une décennie qui ne présente pas de grands ferments de nouveauté: même à propos des années de guerre, sur les trois grands secteurs de l'économie régionale, l'agriculture, les pâtes et papiers et l'aluminium, un seul, le dernier, leur paraît avoir connu un essor.

C'est aussi à des modèles courants qu'ils reconnaissent devoir la notion de modernité qu'ils appliquent à la période de 1930 à nos jours. Ils la rappellent souvent, peut-être trop (trois fois dans la seule page 535); il y a là l'usage de ce qu'on pourrait considérer comme une pédagogie martelée qui transgresse les normes habituelles de l'analyse empirique et envahit le

domaine normatif. Le principe de modernité cesse parfois d'être strictement un élément explicatif du déroulement de l'histoire; il donne plutôt l'impression d'être quelque chose comme une mystique, une norme au nom de laquelle les acteurs de l'histoire sont évalués, jugés, vantés ou condamnés. Les agriculteurs sont le plus souvent la cible de reproches (chap. 8 et 11) à cause de ce que les auteurs considèrent comme un attachement obstiné aux traditions et un refus d'adopter «l'esprit agro-industriel». Par là, ils s'écartent d'un mode d'analyse qu'ils maîtrisent par ailleurs relativement bien: la méthode sociographique qui permet une étude positive de l'économie agricole et de la société rurale.

Du point de vue de la présentation, il faut déplorer de trop nombreuses erreurs dans les tableaux et dans les cartes et, même, parfois dans le texte.

Comme jugement général, on peut affirmer que le livre est de lecture agréable, l'enthousiasme qu'expriment les auteurs gagnant le lecteur: Camil Girard et Normand Perron ont une double passion, qui transparait presque à chaque page, pour leur région et pour l'histoire. Ils aiment leur coin de pays et ne se cachent pas pour le faire savoir; ils se réjouissent de ses progrès, se chagrinent des lenteurs de certaines évolutions; ils vantent les hauts faits et déplorent les échecs; ils s'enorgueillissent eux-mêmes des forces de leur région, mais ne cherchent pas à en masquer les faiblesses. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est géographiquement périphérique, il l'est aussi économiquement; les forces du marché international sur lequel évoluent les multinationales exploiteuses de ses ressources et sur lequel s'exportent ses produits n'assurent pas le développement harmonieux de son économie et ne permettent pas d'offrir les emplois nécessaires à sa population. Les auteurs le montrent bien et attendent beaucoup des gouvernements pour la rationalisation et le développement, mais ils ne semblent pas s'inquiéter des effets du traité de libre-échange Canada-États-Unis aux termes duquel les Américains croient déceler, dans la politique canadienne de développement régional, des pratiques discriminatoires pouvant éventuellement mériter des mesures de rétorsion; le parti au pouvoir à Ottawa est responsable de ce traité et les deux partis politiques du Québec l'ont approuvé...

Girard et Perron sont, de plus, passionnément épris d'histoire, de cette histoire nouvelle qui se veut totale, une histoire de la culture, au sens le plus large du terme dans toute sa dimension anthropologique: la géographie, l'économie, les transports, les communications et les masses-médias, le travail, les services, la religion, l'activité artistique, la politique, les milieux rural et urbain. Comme je l'ai indiqué plus haut, les auteurs échappent en grande partie aux écueils de cette nouvelle histoire, en particulier à celui qui lui a mérité le reproche d'être une histoire éclatée, en miettes. Même s'ils se sont répartis les chapitres du livre, ils ont su en réaliser l'harmonisation de telle sorte que l'unité est respectée; lorsqu'on passe d'un chapitre à l'autre, on n'a pas l'impression d'entrer dans un domaine nouveau, rattaché artificiellement, sans que soient indiqués les liens qui font l'unité organique de l'ensemble. On peut déplorer le langage parfois ésotérique du chapitre consacré à la géographie («les podzols, qui peuvent être humo-ferriques ou encore ferro-humiques», p. 41; «espèces ichtyologiques», c'est-à-dire espèces de poissons, p. 51); on peut regretter une certaine faiblesse de l'analyse économique, mais les auteurs ne prétendent pas être économistes et il faut leur savoir gré d'avoir fait une place à la réalité de l'économie dont ils ont su articuler les rapports avec l'ensemble de la société et de la culture. Le traitement réservé au domaine politique est trop mince, ce qui est une carence généralisée des travaux de cette histoire nouvelle contre laquelle on a commencé à réagir récemment. La grande absente est l'histoire des femmes; elle n'est pas totalement ignorée, car on mentionne, dans l'annexe «Orientations bibliographiques», la parution d'une

synthèse sur l'histoire du mouvement féminin dans la région, en 1988, trop tard, affirment les auteurs, pour qu'ils aient pu en tenir compte; mais n'y aurait-il pas là une échappatoire, car les travaux d'histoire de l'éducation et de la santé, des communautés religieuses, des femmes dans l'agriculture et des Cercles des fermières, de la famille, etc., n'ont pas tous ignoré les femmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean. (Voir le mémoire de maîtrise de Normande Vasil-Simard sur la femme dans la famille chicoutimienne, le livre de Normand Perron sur l'histoire des augustines de l'Hôtel-Dieu de Chicoutimi et celui de Irène-Marie Fortin sur les ursulines de Roberval.)

Les auteurs font partager au lecteur, et il faut le souligner, certains aspects du métier d'historien; ils ne craignent pas d'indiquer les divergences d'interprétation et les débats; on trouve même, dans les «Orientations bibliographiques», une rubrique intitulée «Deux grands courants historiographiques» dans laquelle est résumé le débat qui a opposé Normand Séguin et Gérard Bouchard sur l'interprétation générale du développement de la société régionale. Voilà qui ajoute à l'orientation pédagogique du livre: cela permet au lecteur de constater comment s'écrit l'histoire.

Bref, un bon ouvrage, mais qui aurait gagné à être mieux construit et mieux présenté.

Alfred DUBUC

*Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal.*

Gaston SAINT-HILAIRE, *Bibliographie de la Côte-Nord*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 340 p. («Document de recherche».)

L'Institut québécois de recherche sur la culture (I.Q.R.C.) prépare depuis quelque temps une histoire régionale de la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent. Comme pour les autres histoires régionales déjà publiées ou en cours, l'organisme procède d'abord à une compilation des documents se rapportant à la région étudiée. Ici, Gaston Saint-Hilaire, avec la collaboration de Andrée Raiche-Dussault, a accompli cette fastidieuse tâche qui a conduit à la publication de la *Bibliographie de la Côte-Nord*.

Inscrit à la collection «Documents de recherche», l'ouvrage répertorie monographies, thèses et mémoires universitaires, articles de périodiques et rapports gouvernementaux selon de grands thèmes, eux-mêmes subdivisés en sous-thèmes. Ainsi, on y trouve les aspects géographiques, l'environnement physique, la présence autochtone, l'évolution du peuplement, l'aménagement du territoire et le développement régional, l'économie, les aspects sociaux, la vie politique et militaire, la culture et la religion. Une seconde partie inventorie les monographies locales, les biographies se rapportant aux nord-côtiers, la presse régionale, la documentation audiovisuelle et les ouvrages de référence relatifs à la région. En complément, s'ajoutent un index des mémoires et des thèses, un index des noms d'auteurs et un index onomastique. Trois cartes hors texte fournissent des informations d'ordre historique, géopolitique et économique. Le tout est précédé d'une présentation claire et succincte de